

Cour de cassation, Chambre criminelle, du 30 octobre 1984, 83-94.370, Publié au bulletin

Séquestration et privation de liberté en contexte sectaire

Jurisprudence judiciaire

Date	30/10/1984
Juridiction / Nature	JURI
URL Légifrance	https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000007063716

RÉSUMÉ OFFICIEL LÉGIFRANCE

Cassation criminelle - TRAVAIL - Comité d'entreprise - Entrave à son fonctionnement - Défaut de consultation préalable - Question intéressant la marche générale de l'entreprise - Mise au chômage technique du personnel en raison d'une grève accompagnée d'occupation des locaux - Élément intentionnel non caractérisé.

SOLUTION / CONCLUSION

Cassation

RÉFÉRENCE

JURI, 30 octobre 1984. Disponible sur Légifrance :
<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000007063716> (consulté le 19 juin 2026).